

# Avant le 57<sup>e</sup> Congrès du Labour Party britannique

En préparation de la 57<sup>e</sup> conférence annuelle du Labour Party, qui doit se réunir à Scarborough du 28 septembre au 3 octobre, a été édité un bulletin contenant 428 résolutions présentées par les syndicats, corporations, coopératives, collèges électoraux et fédérations adhérents.

Les positions essentielles sont en substance:

— Expansion des échanges commerciaux Est-Ouest comme débouché à la récession s'aggravant et au chômage croissant;

— Retrait des troupes britanniques de Malaisie et autres points;

— Démocratisation de l'enseignement;

— Restauration de la nationalisation complète des services de santé;

— Abrogation de la loi tory sur les loyers,

— et surtout désarmement.

Parmi ces résolutions, pas moins de 145 traitent de ce dernier projet, provenant de toutes les organisations du L. P. et de tout le pays. Pratiquement toutes sans exception, sous des formulations diverses à divers degrés d'urgence, mais toutes dans la même ligne générale, appellent la conférence au renoncement complet (et souvent unilatéral) à la fabrication, à l'expérimentation et au stockage des armes nucléaires. Une telle quasi unanimité, une telle abondance de résolutions sont inhabituelles; c'est là le reflet fidèle du fait que la classe ouvrière britannique a réalisé objectivement qu'une prochaine guerre verrait l'effacement total des îles britanniques de la carte terrestre.

De nombreuses résolutions exigent également la destruction des avions américains transportant des bombes H; le retrait des troupes américaines de Grande-Bretagne; la cessation des travaux anglo-américains pour la construction des rampes de lancement pour missiles intermédiaires.

Une de ces résolutions, celle de la circonscription d'Ilkeston, propose de mobiliser les travailleurs pour diriger une action dans ce but:

« Cette conférence appelle toutes les organisations en rapport avec les travailleurs œuvrant à la fabrication, l'expérimentation et la manipulation des armes nucléaires, et avec ceux travaillant à la préparation des rampes de lancement pour missiles nucléaires, à inviter les travailleurs à cesser ces opérations pour prévenir ainsi l'usage de l'énergie atomique à des fins militaires ».

Etant donné la nature réellement ardente de cette opposition, et le fait que d'importants syndicats ont rejoint ses positions, il sera difficile aux bureaucrates du Labour Party, cependant fort habiles, de s'esquiver. Même une nouvelle trahison d'Aneurin Bevan ne pourra probablement pas empêcher cette fois l'adoption par la conférence d'une politique de désarmement.

A côté de cette question majeure, de nombreuses résolutions concernent la politique intérieure; l'effondrement de la démocratie parlementaire en France fournit également le sujet de quelques-uns d'entre elles; l'une d'elles invite catégoriquement la conférence à exclure la section française de l'Internationale Socialiste.

Le recueil de résolutions a été imprimé avant l'intervention anglo-américaine en Jordanie et au Liban; les résolutions la concernant seront présentées à la conférence. A n'en pas douter, elles seront nombreuses et fermes. Leur ton probable peut être apprécié en se référant à une résolution adoptée par un Conseil syndical que nous avons eue en mains:

« Cette assemblée condamne l'intervention militaire des gouvernements « tory » des Etats-Unis et de Grande-Bretagne au Liban et en Jordanie. En dépit des rideaux de fumée de faux rapports et de la propagande hypocrite accompagnant leurs actions, il apparaît clairement que le but poursuivi par ces gouvernements est le maintien de régimes réactionnaires fantoches en Moyen-Orient comme ailleurs, dans l'intérêt du grand capital, à l'encontre de celui des peuples indi-

gènes. Par sa lutte contre toute forme de progrès social et sa politique d'encerclement de l'Union soviétique, l'impérialisme américain se prépare à précipiter le monde au bord de la guerre. Le gouvernement britannique tory, maintenant complètement relégué au rang de satellite, avec sa stupidité caractéristique, a montré sa propre irresponsabilité dans l'aventure militaire en Jordanie. Cette assemblée exige le retrait immédiat des forces américaines et britanniques.

« Si nous devons féliciter le groupe parlemen-

taire du Labour Party pour s'être opposé par ses votes à l'action en Jordanie, il nous faut déplorer la faillite du Labour Party et du Conseil Général du T.U.C. dans l'organisation d'une opposition effective aux interventions des gouvernements britannique et américain... L'intérêt du peuple britannique, celui du progrès et de la paix exigent la destitution d'office de ce gouvernement tory dangereusement réactionnaire et incompétent. Rien ne saurait détourner notre mouvement de ce devoir immédiat. »

## CEYLAN

### LES TRAVAILLEURS DU PORT DE COLOMBO SALUANT SA NATIONALISATION, DEFENDENT LEURS REVENDICATIONS.

Un immense meeting de masse des travailleurs du port s'est tenu à Price Park, Colombo, dans l'après-midi du 28 juin. Sous les acclamations, il a donné son adhésion aux 10 revendications de base formulées par les cinq syndicats du port dans un document que N. M. Perera, du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale), devait présenter au premier ministre de Ceylan dans la soirée du 31 juin lors d'une cérémonie célébrant la prise en main par le gouvernement du secteur commercial du port de Colombo, dans le cadre des nationalisations.

Sous la pression constante de la classe ouvrière, le gouvernement du M.E.P. de Ceylan, après deux ans, s'est finalement engagé sur la voie de la nationalisation. Ces mesures ont été prises avec un grand retard; les sociétés privées d'armateurs s'avèrent en effet totalement incapables d'assurer le développement et la modernisation du port. Un exemple le démontre clairement: simplement pour permettre le fonctionnement du port, la première mesure prise par la nouvelle corporation publique doit être l'acquisition de divers équipements de base.

Cependant, dans l'acte de nationalisation du port, un certain nombre de points soulevèrent de fermes objections parmi les travailleurs. Après une analyse minutieuse et une discussion démocratique, le plein accord étant obtenu au sein des cinq syndicats, une liste de 10 revendications fut élaborée. En voici un résumé:

1. — Garantie d'un salaire mensuel suffisant; paiement de salaires journaliers réguliers à tous les travailleurs.

2. — Paiement de gratifications pour service passé auprès de compagnies privées au taux d'un mois de salaire par année de travail.

3. — Création d'un fonds de prévoyance, endossant l'actif de l'actuel Fonds de prévoyance des travailleurs du secteur commercial du port de Colombo, et gardant les bases de contribution: 15 % par corporation et 7,5 % par employé.

4. — Plein emploi de tous les détenteurs d'un permis temporaire.

5. — Abrogation des « Principaux règlements de service ».

6. — Procuration d'uniformes et d'équipement de sécurité approprié.

7. — Aménagement de foyer de repos, cantines, cuisines, salles de bain, cabinets de toilette suffisants, de dispensaires bien équipés et de services d'ambulance.

8. — En ce qui concerne l'embauche future, priorité aux travailleurs congédiés pour participation en 1947 à la grève et autres actions syndicales.

9. — Droit pour les officiels syndicaux: a) de rendre visite à leurs adhérents n'importe où dans le port et à n'importe quel moment; b) à des cartes-permissions pour assister à des conférences, enquêtes, etc., concernant leurs adhérents.

10. — Institution d'une section spéciale du Département du travail dans le port, chargée d'étudier les éventuels conflits.

Au cours de son discours de présentation à ce meeting de masse, le camarade N. M. Perera fit ressortir que, dans cette nationalisation, les tra-

vailleurs avaient pris une part bien plus active que ces Messieurs du gouvernement du M.E.P., et qu'ils ne sauraient tolérer que leurs droits soient foulés aux pieds. Il salua le front constitué des cinq syndicats et rappela que la conscience de classe des travailleurs du port avait permis d'éviter tout incident pendant les déplorables émeutes communalistes récentes, ce qui fut salué de salves d'applaudissements. En conclusion, il proclama que si les travailleurs s'estimaient satisfaits de la nationalisation du port, ils ne se tiendraient pas là, considérant que ce fait ne constituait qu'une première étape dans le processus d'appropriation publique de tous les moyens de production et de distribution de ce pays.

## INDE

### LE JEUNE PARTI REVOLUTIONNAIRE OUVRIER SE LANCE DANS L'ACTION.

Immédiatement après sa formation, le nouveau Parti Révolutionnaire Ouvrier Indien (R.W.P.I.) s'est lancé dans l'action.

En un front d'action uni avec le Parti socialiste révolutionnaire, il a dirigé une manifestation de plusieurs centaines de personnes, d'abord devant l'exposition soviétique de mécanique se tenant dans le sud de Bombay, ensuite devant le consulat soviétique de Bombay situé dans une élégante avenue pour protester contre l'assassinat d'Imre Nagy et ses compagnons. La police, postée à la grille du consulat, empêcha d'y pénétrer et de présenter au consul général soviétique un memorandum dénonçant ces crimes tout en réitérant la volonté de défendre l'Union soviétique.

Un tract rédigé en termes vigoureux fut distribué. Les manifestants, arborant le drapeau rouge à l'emblème de la faucille et du marteau, reprirent le principal mot d'ordre du tract: « Dénoncez les assassins du Kremlin! »

Le R.W.P.I. a également organisé une campagne de protestation contre l'intervention impérialiste au Moyen-Orient; elle presse actuellement les autres partis de gauche à se joindre à l'action sur ce front. Aux dernières nouvelles, le parti préparait une campagne de protestation contre la fusillade de police dans l'Etat de Kerala (où il y a un ministère stalinien).

Le nouveau parti a également mené diverses actions sur le plan syndical. Il a participé à la première grande grève générale organisée par les syndicats de gauche le 25 juillet pour soutenir la grève d'une usine métallurgique durant depuis trois mois, et pour protester contre la police antiouvrière gouvernementale. Le succès de cette grève a surpris; il fut tel que les staliniens, initialement opposés à la grève, furent amenés à y participer.

Cette grève générale a donné naissance à un nouvel essor vers l'unité syndicale. De nouvelles grèves et grèves générales sont à prévoir. La grande industrie textile est en crise: dans la seule ville de Bombay, 40.000 ouvriers sur 225.000 ont été débauchés l'année passée, et de nombreuses usines du textile sont menacées de fermeture.

Une récente grève de dockers entraînant 150.000 ouvriers fut détournée sur les promesses de Nehru, mais depuis le gouvernement s'est montré incapable de faire quelque concession sérieuse. Une autre grève nationale de dockers apparaît inévitable.